

tel américain par rapport à une guerre future et sur les terrains du Kriegspiel, il pouvait tout juste se mesurer avec le potentiel adverse dans la guerre qui seule par définition importe, la guerre d'aujourd'hui et sur le terrain imposé par l'adversaire. Elle démontrait aussi combien sont étroites les limites de modifications possibles au partage actuel du monde, aucun des adversaires ne pouvant accepter la perte d'un terrain tant soit peu important. En 1952, il devenait rapidement clair que la guerre de Corée aboutissait à une impasse, chacun des adversaires étant prêt à augmenter son effort et à y amener encore plus de forces pour ne pas reculer. Le dilemme qui se posait dans les faits était : généralisation ou arrêt.

Il ne s'agissait pas là d'un dilemme abstrait, mais de deux tendances réelles, du moins du côté de l'impérialisme américain; l'épisode Mac Arthur l'a montré. La politique représentée par celui-ci, partait de la reconnaissance de ce fait bien évident : que sur le plan militaire, aucune solution ne pouvait être donnée à la guerre de Corée si les Américains n'utilisaient pas à fond les moyens dont ils disposaient pour attaquer la source de la puissance adverse, autrement dit si, pour commencer, ils ne bombardaient pas la Mandchourie. Que cela aurait entraîné une riposte massive des Chinois, au bout de laquelle il y avait la généralisation de la guerre, était à peu près certain; et c'était le point sur lequel l'étroite logique militaire de Mac Arthur se transformait en crétinisme, étant donné les conditions concrètes du moment. Et la révocation de Mac Arthur par Truman démontrait à la fois que l'impérialisme américain n'était pas encore mûr pour une généralisation de la guerre, et que même le réarmement occidental était en train de traverser une crise profonde. C'est cette crise du bloc américain, sous la pression des contradictions économiques et sociales, dès 1952, qui a déterminé le relatif tournant dans la situation, qui devait s'amplifier en 1953, lorsqu'il s'est révélé que le bloc russe traversait une crise tout aussi profonde.

III. — L'« APAISEMENT »

La crise du réarmement occidental.

Dès que l'impasse militaire en Corée est apparue en clair, la réaction contre cette guerre commença à croître rapidement aux Etats-Unis. L'absurdité d'une situation où les conscrits se faisaient tuer pour rien et sans résultat éclatait aux yeux de la masse populaire; aussi bien pour celle-ci que pour la petite bourgeoisie américaine et même des secteurs importants de la bourgeoisie, apparaissait également l'absurdité d'un poids croissant de dépenses militaires dont on commençait à penser qu'elles ne servaient pas à grand-chose. On sait que ce mouvement de l'opinion a joué un rôle déterminant dans la victoire républicaine de novembre 1952.

Ce facteur prend tout son poids en regard de l'inconsistance interne de la politique de réarmement telle qu'elle avait été conçue et appliquée depuis 1950-51. A quoi pouvait-elle viser ? A préparer positivement la guerre, même dans le sens civilisé de « show down » — montrez votre jeu — des journalistes américains, jusqu'au moment où l'Occident, armé jusqu'aux dents, pourrait dire aux Russes : vous vous suicidez ou on vous tue ? Il est évident qu'une telle ligne impliquerait un réarmement à une échelle tout à fait différente, comportant une mobilisation totale de l'économie et de la population en vue de la guerre. Outre l'impossibilité politique d'appliquer une telle orientation actuellement, ce serait évidemment une invitation directe aux Russes d'attaquer tout de suite, avant que cette préparation ait avancé sérieusement.

Le seul objectif que les états-majors occidentaux disent actuellement se proposer sérieusement, c'est une certaine « sécurité défensive ». Et ceci indique déjà toutes les contradictions et l'impuissance du bloc occidental; car, sur le plan de la guerre totale, une défense efficace ne peut pas se faire sans les moyens d'une attaque efficace, et si l'on ne peut pas se donner ceux-ci, on ne peut pas non plus réaliser celle-là. Sur le plan des guerres partielles (comme celle de Corée), le fait d'être « sur la défensive » place les Américains en infériorité permanente, en laissant tou-

jours à l'adversaire le choix du moment, de l'endroit, du terrain et de l'extension du conflit. Ce deuxième point est évident, mais il faut considérer de plus près le premier.

Les caractéristiques importantes de la situation stratégique du point de vue des Américains sont celles-ci : les Russes disposent d'une force terrestre importante (de l'ordre de 150 à 200 divisions), à quoi il faut ajouter les armées des satellites européens et l'armée chinoise. Ces forces seraient facilement doublées ou triplées dans les quelques semaines précédant et suivant l'explosion de la guerre. D'un autre côté, leur emplacement par rapport à l'Europe occidentale, le Proche et le Moyen-Orient et l'Asie du Sud-Est, fait qu'elles dominent virtuellement ces régions, où se trouve le tiers de la population mondiale, ce qu'il y a d'industrie autre que l'industrie américaine dans le bloc occidental, et des matières premières importantes (pétrole, caoutchouc, étain, etc.). Les forces dont peut disposer immédiatement face aux Russes le bloc américain sont incomparablement plus petites (une cinquantaine de divisions au plus), et le réservoir principal (les Etats-Unis) se trouve loin des théâtres principaux d'opérations. Dans ces conditions, l'occupation de ces régions par les Russes, en cas de guerre, serait pratiquement certaine, et l'avantage que ceux-ci gagneraient ainsi dans une guerre longue pour ainsi dire imparable.

Le monopole atomique américain pouvait équilibrer la situation puisque, si les Etats-Unis pouvaient se livrer à une destruction atomique du territoire russe, les forces essentielles du bloc oriental s'écrouleraient dans leur fondement longtemps avant que les ressources des continents occupés puissent être mises à profit. Dans une guerre atomique courte, les avantages que pouvait conférer aux Russes la possession des régions les plus importantes de la planète disparaissaient.

Mais lorsque les Russes possédèrent, eux aussi, leur bombe atomique, les deux adversaires ont été placés virtuellement dans la même situation. Une certaine supériorité américaine pouvait subsister, du point de vue de la qualité et de la quantité des bombes comme aussi du point de vue des possibilités de livraison (sur la tête des Russes, s'entend). N'empêche que les Etats-Unis étaient promis à recevoir quelques coups et non plus seulement à en donner. La guerre redevenait longue; les enjeux immédiats (Europe et Asie) reprenaient toute leur importance, de même que leur défense. C'est ce qui a conduit au réarmement occidental depuis le début de 1950.

Quel pouvait être le but de ce réarmement ? De créer une égalité des forces pour empêcher d'emblée les Russes d'occuper les régions vulnérables il ne pouvait être question. Les chiffres mis en avant comme objectif à cette époque par les états-majors occidentaux (création d'une trentaine de divisions en Europe) indiquaient qu'il s'agissait de mettre sur pied une simple force de couverture, destinée à permettre la mobilisation partielle des pays européens et celle des Etats-Unis.

Cet objectif était manifestement insuffisant. Face à l'armée russe, ces forces « de couverture » ne couvraient rien du tout, et paraissaient simplement promises à un nouveau Dunkerque. La « mobilisation », à supposer qu'elle aurait le temps de se faire, de pays comme la France ou l'Italie, où le tiers ou la moitié de la population tendrait à se battre pour les Russes plutôt que contre eux, n'a pas de sens. Quant à celle des Etats-Unis, elle pourra toujours se faire, le temps que les Russes arrivent à Gibraltar; elle n'a pas besoin de forces « de couverture », mais de combats de retardement. Mais ce réarmement insuffisant était en même temps insupportable; les plans des Occidentaux étaient, comme l'a dit « Le Monde » avec sa désarmante modération, « ridiculement exagérés ». Ce réarmement inadéquat bouleversait l'économie des satellites des Etats-Unis et créait une réaction croissante aux Etats-Unis même; il se révélait à la fois efficace pour dresser les populations contre les gouvernements et inefficace pour « arrêter les Russes ».

Aux contradictions internes de la politique de réarmement s'ajoutait la réaction croissante des satellites les plus importants des Etats-Unis: en premier lieu l'Angleterre.

Passée l'alarme de la guerre de Corée et de l'intervention chinoise, une fois certifié que les Russes ne visaient nullement dans l'immédiat à généraliser la guerre mais continuaient leur stratégie d'attaques limitées

sur les points où ils avaient des avantages importants, les capitalistes européens trouvèrent le poids économique du réarmement insupportable. Ces difficultés économiques ne sont pleinement éclairées qu'en liaison avec un facteur fondamental et permanent, qui est la contradiction de la politique du réarmement vue cette fois-ci du côté des satellites européens des Etats-Unis : c'est la divergence fondamentale des buts de guerre des bourgeoisies européennes et de l'impérialisme américain. Pour celui-ci, le but d'une guerre serait l'extermination de la Russie, pour celles-là de ne pas être occupées. Par conséquent, toute stratégie américaine ne peut être au fond que périphérique, utilisant l'Europe comme un glacis sur lequel on se bat en reculant pour gagner du temps.

Pour l'état-major américain, l'utilité de l'Europe consiste dans les batailles de retardement qu'on peut y livrer; ensuite, il s'agira surtout d'interdire aux Russes d'en utiliser le potentiel industriel et humain ou ce qui en aura subsisté. Pour les états-majors européens, il ne peut s'agir que de la défense des territoires — défense probablement en tout cas utopique, mais qui de toute façon impliquerait dès maintenant un effort militaire que le capitalisme européen chancelant est totalement incapable de fournir. Ne pouvant pas réaliser ce qui lui serait nécessaire pour maintenir une existence autonome — un réarmement total, qui d'ailleurs précipiterait la guerre — le capitalisme européen est organiquement porté vers la double utopie de l'apaisement international et de la suprématie nucléaire totale des Etats-Unis devant retenir les Russes par crainte de représailles.

Bref, les Occidentaux étaient bien obligés, dès la deuxième moitié de 1952, de montrer qu'ils étaient incapables de soutenir une guerre généralisée, qu'ils étaient également incapables d'accroître au même rythme leur potentiel militaire et qu'ils voudraient bien sortir de l'impasse coréenne. C'est ce que confirma la victoire électorale d'Eisenhower en novembre 1952. Et le premier budget que celui-ci présentait au Congrès (février 1953) comportait une réduction des crédits militaires par rapport aux crédits prévus par l'administration Truman, eux-mêmes déjà en réduction sur les plans initiaux.

C'est à ce moment là que la mort de Staline permit à la crise de la bureaucratie russe de s'exprimer ouvertement.

La crise du bloc russe.

En octobre 1952 s'était tenu à Moscou le XIX^e Congrès du Parti communiste. Ce Congrès, outre la désignation ostentatoire de Malenkov comme dauphin du régime, n'avait au fond amené rien de nouveau à l'orientation de la politique russe. Celle-ci restait telle qu'elle avait été définie depuis 1947-1948 : accent mis sur « l'encerclement capitaliste », exclusion de toute idée d'un compromis possible avec les Occidentaux, développement économique intérieur axé sur le réarmement et l'industrie lourde.

La mort de Staline a déclenché un changement extrêmement brutal dans cette orientation. De mars à juin 1953, les mesures se succédèrent : sixième baisse des prix, proclamations solennelles sur la priorité donnée désormais aux industries de consommation, amnistie, affirmation des droits et libertés individuels du citoyen soviétique ; sur le plan international, initiative prise pour des négociations en Corée aboutissent, gestes de conciliation multiples, tant diplomatiques que commerciaux, à l'égard des pays occidentaux.

Plusieurs questions se posent face à cet ensemble d'événements : jusqu'à quel point ces changements sont réels, et jusqu'à quel point ne traduisent-ils pas simplement une démagogie mystificatrice à l'intérieur de la Russie, une manœuvre diplomatique temporaire visant à gagner du temps, sur le plan extérieur ? Quelle en est la cause profonde, et quelles en sont les limites ? Questions toutes étroitement liées, auxquelles on ne peut répondre qu'en considérant la situation d'ensemble du bloc russe et de la bureaucratie.

Jusqu'à quelle mesure les changements intervenus à l'intérieur sont réels ? Qui a bénéficié de l'amnistie ? La baisse des prix a-t-elle été effective, ou un simple leurre et, si elle a été effective, quelle a été son étendue,

autrement dit combien a gagné le consommateur ? Les promesses sur le poids à donner aux industries produisant des biens de consommation sont-elles tenues, et jusqu'où le changement a-t-il été ? Bien entendu, à ces questions il est impossible de répondre même avec une précision médiocre, à partir de données directes, car nous ne savons sur la Russie que ce que la bureaucratie veut bien dire, et en principe elle ne dira que ce qui « confirme » ce qu'elle prétend faire par ailleurs. Ce n'est que par des raisonnements indirects qu'on peut essayer de contrôler le caractère réel de ces mesures.

Il semble tout d'abord qu'un degré de réalité dans les « réformes » en question existe. Tout d'abord parce qu'il est beaucoup plus difficile — et qu'il serait extrêmement maladroit — de mentir totalement sur des mesures précises. L'affirmation que « le niveau de vie s'accroît de 5 % par an » est du genre de celles que personne ne peut totalement réfuter sur sa simple expérience individuelle. Si par contre on dit : le prix du pain vendu dans les coopératives passe de 12 à 10 roubles, celui des chaussures de 330 à 275, il serait étonnant — à moins de viser à provoquer la population — que tout y soit mensonger. Il se peut qu'en même temps il se passe des choses (et il s'en passe toujours) qui réduisent grandement la portée du changement — par exemple que le pain devienne plus noir, que les chaussures disparaissent pour quelques mois des magasins, etc. mais il serait difficile qu'il n'en subsiste rien. De même, la promesse de libérer tous les détenus non politiques condamnés à des peines inférieures à tant d'années, dans la mesure où ceux-ci forment une catégorie nombreuse, où donc leurs parents et connaissances forment une proportion notable de la population, doit s'accompagner de certaines mesures réelles de libération, ne serait-ce que pour créer chez ceux qui ne voient pas les leurs rentrer l'impression qu'ils appartiennent à une catégorie « spéciale ».

D'autres données, plus « matérielles » en apparence, vont dans le même sens, mais elles soulèvent des problèmes d'interprétation : dans les accords commerciaux avec les pays du bloc américain, qui se multiplient depuis un an, les Russes incluent beaucoup plus qu'auparavant des articles de consommation ; donc ils visent à améliorer l'offre de ces articles en Russie. Mais dans quelle mesure ces articles sont destinés aux ouvriers plutôt qu'aux privilégiés ? D'autre part, d'après les statistiques officielles russes, le nombre des travailleurs a fait un bond sans précédent en 1953 ; en tenant compte d'autres facteurs possibles de changement, on peut en conclure qu'environ un million de concentrationnaires sont maintenant comptés parmi la force de travail salariée. Mais cela veut-il dire qu'ils sont effectivement libérés ? Il faut rappeler à ce propos qu'il est à peu près impossible de se retrouver dans les statistiques russes de population.

Mais le plus important pour juger de ce qui importe — la situation globale du bloc russe — n'est pas la réalité des réformes, mais le fait qu'elles ont été proclamées. Même s'il ne s'agit dans tout cela que de la démagogie pure et simple, le fait même que la bureaucratie russe a été obligée de recourir à cette démagogie-là a une signification fondamentale. Il y a là quelque chose de nouveau. Non pas évidemment le recours à la démagogie en lui-même. Depuis son origine, la bureaucratie ne peut vivre sans mystification : à l'étranger, l'accent était mis sur le bonheur absolu, réalisé dès maintenant, de l'ouvrier russe libéré de l'exploitation ; à l'intérieur, on insistait beaucoup plus sur l'amélioration du niveau de vie « demain », lorsque l'industrialisation serait achevée, lorsque le premier, puis le second, puis le troisième plan seraient réalisés, lorsque la reconstruction, après la guerre, serait finie, lorsqu'on aurait effectué la transformation stalinienne de la nature, etc. « Demain, on mangera gratis » avait dit à peu près textuellement Staline au XIX^e Congrès du Parti Communiste. Le changement radical, est que Malenkov soit obligé de dire : aujourd'hui, on mangera un peu plus, qu'il soit amené à reconnaître implicitement que l'ouvrier avait été jusqu'alors totalement sacrifié et que la situation exigeait une amélioration immédiate.

Même s'il n'est qu'apparent, donc, le changement est jusqu'à un certain degré réel ; même si elle n'accorde pas tout ce qu'elle dit, la bureaucratie est obligée de dire qu'elle accordera tout de suite quelque chose. Et ceci indique déjà l'origine des facteurs qui ont déterminé le tournant.

Le premier et le plus fondamental est sans aucun doute la réaction croissante de la population travailleuse contre la surexploitation et l'oppression auxquelles elle est soumise. Dans les conditions de terreur totalitaire prévalant en Russie cette réaction ne peut pas s'exprimer de la manière dont elle s'exprime dans un pays « démocratique », mais ceci ne veut nullement dire qu'elle ne peut s'exprimer du tout. Il n'est nullement exclu que des grèves explosent de temps en temps dans telle ville ou telle usine, que des mouvements collectifs de protestation aient lieu dans tel atelier — toutes manifestations dont par définition nous ne pouvons rien savoir. D'un autre côté il n'y a pas que les manifestations ouvertes, explicites de la lutte de classe dont la bureaucratie soit obligée de tenir compte ; elle est encore plus atteinte par la lutte quotidienne et muette au sein de la production, la non-collaboration, la résistance des ouvriers à la production et qui se matérialise par l'absentéisme, les malfaçons, la détérioration des machines, la réduction de l'effort au minimum, etc. A tout cela, la bureaucratie réagit à la fois par les moyens capitalistes classiques : mécanisation accrue de la production, paiement aux pièces ou au rendement, amendes, mais aussi par des moyens qu'elle a créés et qui sont son apport original à l'histoire de l'exploitation du travail : stakhanovisme, prolifération des fonctions de surveillance, peines « criminelles » infligées aux travailleurs récalcitrants (« crimes économiques »). Qu'aucune de ces parades ne soit définitivement efficace, c'est bien évident, car l'adhésion de l'ouvrier à la production ne sera acquise que le jour où l'exploitation sera supprimée. Il est donc infiniment probable que devant une crise croissante de la productivité du travail, devant le refus de plus en plus ferme des ouvriers de collaborer à la production, la bureaucratie a été amenée à faire des concessions, à accorder une certaine amélioration du niveau de vie et à passer l'éponge sur les « crimes économiques » (amnistie).

A cette cause s'en ajoutent deux autres. D'abord, la réaction des couches inférieures et moyennes de la bureaucratie elle-même contre les excès de terreur du régime. Une fois solidement installée au pouvoir, et munie de ses privilèges, la grande masse des bureaucrates doit aspirer à en jouir dans la tranquillité, et non sous la menace constante d'une épuration ou d'une disgrâce ; une pression constante doit être exercée de la part de la bureaucratie dans son ensemble contre les sommets détenteurs de pouvoir afin de normaliser les rapports politiques et juridiques au sein de la bureaucratie, de garantir à chaque bureaucrate loyal et moyennement capable la jouissance de sa situation et une carrière normale. Cette pression doit devenir d'autant plus forte que, objectivement, la position dominante de la bureaucratie est plus stabilisée, et que, subjectivement, le bureaucrate se sent de moins en moins comme un usurpateur du pouvoir et de plus en plus comme un dirigeant de droit divin.

L'arbitraire des épurations de 1935-1940 ne pouvait qu'être accepté par les bureaucrates dans la mesure où eux-mêmes étaient arrivés à leur place par un arbitraire analogue et très souvent par le fait précisément d'une épuration précédente. Mais de plus en plus, la bureaucratie est formée par des gens qui sont là où ils sont en vertu d'une évolution normale, ou dont le père était déjà bureaucrate. Ceux-ci doivent penser que c'est le Bureau Politique qui leur doit son existence, et non pas eux qui doivent leur existence au Bureau Politique. Et leur réaction contre l'arbitraire total des instances suprêmes doit s'affirmer graduellement.

Enfin, il y a les difficultés que la bureaucratie russe rencontre dans son effort d'intégration et d'assimilation des pays satellites. Ces difficultés elles-mêmes sont de trois ordres : d'abord les difficultés transitoires, qui sont inhérentes au passage de ces pays d'une structure capitaliste classique ou arriérée à la structure bureaucratique : résistance des paysans et des petits bourgeois expropriés, des cadres moyens de l'ancienne société bourgeoise, difficultés de création rapide et d'en haut d'une économie totalement centralisée dans des pays en général des plus arriérés. Ensuite, les contradictions profondes inhérentes au régime capitaliste bureaucratique lui-même : d'abord, la réaction des ouvriers, mystifiés pendant une première période par les « nationalisations », le pouvoir « populaire », la construction du « socialisme », etc., et qui découvrent graduellement derrière ce masque le visage hideux et bien connu de l'exploitation et de l'oppression. En

dernier lieu, les tendances « autonomistes » des bureaucraties nationales, certainement différentes en intensité selon les pays et les conditions concrètes, mais qui dans certains cas au moins n'ont pu qu'aller en croissant dans la mesure où au départ cette bureaucratie nationale ne s'appuyait que sur l'Armée rouge ou indirectement sur le soutien de Moscou, et où, huit ans après, elle est arrivée à avoir une base économique propre et à se stabiliser sur le plan national. Tous ces facteurs agissent bien entendu les uns sur les autres : conjointement à l'exploitation de leur bureaucratie « nationale », les pays satellites sont soumis à une exploitation additionnelle de la part de la bureaucratie russe. Plus cette dernière est intense, plus, toutes choses égales par ailleurs, il est difficile pour la bureaucratie nationale d'extraire de « ses » ouvriers et paysans la plus-value qui lui revient ; plus elle doit donc se tourner contre ceux-ci, plus les réactions de ceux-ci sont ou peuvent devenir violentes. Autant qu'une bourgeoisie coloniale contre l'impérialisme dominateur, une bureaucratie satellite a des raisons économiques de se dresser contre la bureaucratie dominatrice et d'essayer de limiter l'exploitation additionnelle du pays par cette dernière ; mais aussi, plus que le sort d'une bourgeoisie coloniale à celui de l'impérialisme qui la domine, son sort est inexorablement cloué au sort de la bureaucratie russe.

Mais tous ces facteurs, peut-on dire avec raison, existaient et agissaient depuis longtemps. Pourquoi les modifications qu'ils devaient entraîner sont-elles apparues d'un coup et brutalement ? Et pourquoi en 1953 ?

Il est probable d'abord que non seulement l'intensité des réactions mentionnées a dû aller en croissant, mais qu'elle a dû croître beaucoup plus rapidement au cours des dernières années. Considérons d'abord l'attitude des ouvriers face à l'exploitation. Pendant les premiers plans quinquennaux, avant 1940, il est vraisemblable que la mystification des plans ait pu jouer auprès d'une grande proportion des ouvriers : on industrialisait, il fallait se priver pendant quelque temps pour construire des usines. Puis la guerre est venue, la moitié de ce qu'on avait fait a été détruit. Il fallait reconstruire. Mais en 1950, le régime a proclamé solennellement que la reconstruction était achevée. Il serait puéril d'attacher une importance particulière à cette date ou à cette déclaration, mais il est certain que depuis quelques années il devait être impossible de continuer à mystifier à la population à l'aide des mêmes arguments. Ceci d'autant plus qu'en présentant la guerre comme plus ou moins imminente, non seulement on lui montrait que dans une certaine mesure son niveau de vie était fonction d'un niveau donné d'armement, donc d'une orientation politique qui pouvait être changée, mais aussi on lui promettait de recommencer encore une fois l'ensemble de l'histoire : se serrer la ceinture pour construire des usines qui seraient détruites à nouveau, puis se la reserrer pour les reconstruire. Les « lendemains qui chantent » étaient renvoyés à l'infini, sans qu'aucune nécessité matérielle puisse désormais justifier cet ajournement. De même, dans les pays satellites, quelques années après l'expropriation totale des anciens capitalistes — achevée autour de 1948-1949 — une phase de réveil accéléré a dû commencer. Enfin, on a déjà indiqué les raisons qui inclinent à croire que pour la bureaucratie russe, le fait d'oser s'affirmer contre le Bureau Politique a dû être relativement nouveau ; et de même pour la bureaucratie de certains pays satellites.

Un autre facteur, dont la force croît également avec le temps, fait que la signification de la réaction ouvrière, l'importance que le régime est obligé de lui attribuer, a changé graduellement. C'est le progrès de la production elle-même, en particulier l'industrialisation et la modernisation. Pour utiliser un exemple grossier mais clair, on peut faire creuser un canal au fouet, mais on ne peut pas faire construire ainsi des compteurs électroniques. La mécanisation croissante de la production ne signifie nullement l'expulsion totale de l'élément humain, et il y a un moment où le genre de collaboration à la production que peut assurer la contrainte matérielle ou la contrainte économique sous sa forme la plus crue ne suffit plus, car la nature des fabrications et des méthodes de production a changé. A ce moment là, le régime — qu'il soit russe ou américain — est obligé de faire pour quelque temps des concessions réelles à l'ouvrier.

Cette considération est valable également pour la masse de la bureaucratie. La coordination de la production est assurée par la bureaucratie,

mais la coordination de la bureaucratie n'est assurée que par la terreur. Le gaspillage qui en résulte est immense. Limiter le gaspillage bureaucratique tout en maintenant la bureaucratie comme instance directrice de la production, ne peut se faire sans restaurer un minimum de liberté et de sécurité pour les bureaucrates.

Des concessions sur le plan intérieur devenaient donc tôt ou tard inéluctables. Il fallait donner quelque chose de réel aux ouvriers ; il fallait alléger quelque peu la situation de la bureaucratie des pays satellites, serrée de plus en plus entre les exigences de Moscou et la résistance de la population — sous peine d'encourager les tendances « titistes » potentiellement toujours présentes au sein de cette bureaucratie. Il fallait enfin que le sommet de la bureaucratie fasse quelques concessions à la classe même dont il procède et qu'il exprime. Tout cela impliquait nécessairement aussi un tournant sur le plan international. Des concessions réelles, aussi limitées qu'elles fussent, au niveau de vie des masses, impliquaient une réorientation de la production, et n'étaient possibles qu'au prix d'une certaine réduction des armements ; celle-ci serait absurde sans un effort visant à réduire la tension internationale et à parvenir à une certaine forme de *modus vivendi* avec les Occidentaux.

Peut-être le changement aurait eu lieu sous Staline, si celui-ci vivait davantage ; peut-être il aurait eu lieu avant si le pouvoir avait changé de mains plus tôt. Ces spéculations ne sont pas intéressantes ; ce qui importe, c'est de comprendre que les facteurs profonds qui ont déterminé le tournant agissaient déjà depuis un temps. Dans un régime d'absolutisme total, il est compréhensible qu'un changement d'orientation ait lieu au moment où change la personne du despote, même si ce changement était depuis longtemps devenu nécessaire. C'est en ce sens que les règnes des monarchies absolues ont souvent marqué des périodes distinctes ; l'équipe exerçant le pouvoir se sclérose, le successeur a souvent, même s'il lui est étroitement associé, une vue moins lointaine de la réalité. A tout cela s'ajoute le besoin pour l'équipe Malenkov de consolider non seulement le régime en général mais son propre pouvoir face aux groupes bureaucratiques rivaux, par des mesures qui pouvaient lui créer une certaine popularité.

IV. — PERSPECTIVES

Possibilités d'un compromis russo-américain.

On a vu qu'une stabilisation véritable, même provisoire, des rapports des deux blocs était impossible. En même temps, leur situation interdit actuellement et continuera pendant quelque temps à interdire aussi bien aux Russes qu'aux Américains de revenir à une préparation accélérée de la guerre. L'« apaisement » se prolongera donc — personne évidemment ne peut dire combien. La question de savoir s'il sera couronné par un accord ou compromis formel sur les deux principaux points de conflit (Indochine, Allemagne) présente en soi peu d'intérêt. De toute façon, même si un tel compromis venait à se réaliser, il ne durerait qu'autant que le rapport de forces qui était à sa base. Le développement technique ou social pourrait le remettre en question à tout instant, de même que l'ensemble de la situation internationale. C'est ce rapport de forces qui importe, non pas son expression juridico-diplomatique sur un chiffon de papier. Mais, comme les discussions et les palabres sur ce sujet occupent depuis un an l'avant-scène, comme elles sont un instrument de mystification utilisé à la fois par les staliniens et la bourgeoisie, il vaut la peine d'en examiner les chances.

Celles-ci sont extrêmement minces, pour plusieurs raisons. D'abord, pris séparément, ni le problème de l'Indochine, ni celui de l'Allemagne ne peuvent recevoir de solution « à mi-chemin » ; le partage de l'Indochine est impossible, le sabotage du Viet-Minh inacceptable pour les Russes comme les élections « libres » pour les Occidentaux. L'unification de l'Allemagne impliquerait la perte de leur zone pour les Russes, qu'il est douteux que la « neutralisation » du pays — inacceptable pour les Américains et les capitalistes allemands — suffirait à leur faire accepter. Une solution combinée des deux problèmes ne paraît guère plus faisable ; l'évacuation de l'Indochine, combinée avec le réarmement d'une Allemagne unifiée, provoquerait

une crise politique profonde en France et vraisemblablement aussi en Angleterre, la solution inverse — abandon par les Russes de l'Indochine contre une neutralisation de l'Allemagne — se heurterait à l'opposition du capitalisme allemand. Aucune de ces formules ne serait d'ailleurs acceptable pour les Russes qui tiennent un tiers de l'Allemagne et la certitude d'une victoire en Indochine et n'ont aucune raison de sacrifier l'un ou l'autre.

La modification incessante de la situation, non pas après la conclusion d'un accord, mais avant qu'il ne soit conclu et pendant les discussions mêmes, est un autre facteur important. L'action redoublée du Vietminh en vue de la Conférence de Genève, l'utilisation intense que les Américains font des explosions thermo-nucléaires et leur raidissement à la suite du succès de celles-ci le montrent abondamment. Les données réelles de la discussion sont ainsi constamment altérées. Plus encore, l'idée que de telles modifications pourraient intervenir dans un avenir proche rend toute véritable négociation quasi impossible, puisqu'elle suggère qu'on pourrait en attendant obtenir des meilleurs termes. Le cas de la C.E.D. est typique à cet égard ; les Russes attendent que l'opposition française au traité rende impossible le vote de celui-ci, et toutes leurs « propositions » ne visent à rien d'autre qu'à renforcer cette opposition, jusqu'à obtenir le rejet du traité — dans lequel cas leurs propositions précédentes deviendraient évidemment caduques, et ils pourraient négocier à partir d'une nouvelle situation plus avantageuse.

Il est donc probable que, plutôt qu'à un « règlement » provisoire des rapports des deux blocs, on assistera à une prolongation de la situation actuelle, les bavardages diplomatiques se déroulant à la surface pendant que les facteurs réels résolvent les problèmes, qu'il s'agisse de l'Indochine ou du réarmement allemand.

La solution sera vraisemblablement donnée « d'elle-même » ; le Vietminh contrôlera de plus en plus l'Indochine, les Américains réarmeront l'Allemagne, si ce n'est dans la C.E.D., sous une autre forme. Il serait seulement faux de conclure qu'une telle « solution » est une solution tout court. Car la victoire stalinienne en Indochine, le réarmement allemand ou les deux à la fois constitueraient en eux-mêmes des facteurs nouveaux qui entraîneraient d'autres modifications à la situation : il est même possible qu'ils marquent la fin de l'« apaisement » actuel.

La situation actuelle des deux blocs.

On n'en est pas encore là, et les contradictions internes analysées plus haut qui ont imposé le ralentissement du cours vers la guerre continuent à jouer dans le même sens et continueront à le faire dans l'avenir immédiat.

Pour ce qui est du bloc oriental, les facteurs que nous avons analysés sont par leur essence même permanents. Mais leur acuité et surtout la manière dont la bureaucratie peut y répondre sont variables. Il y a une limite aux concessions que la bureaucratie russe, pressée par les besoins de l'accumulation, de l'armement et de sa propre consommation improductive, peut faire au prolétariat. En même temps, ces concessions sont à double tranchant ; elles peuvent avoir comme résultat d'augmenter les exigences ouvrières, dans certains cas, qui ont d'ailleurs une valeur exemplaire générale pour les travailleurs des pays du bloc russe (Allemagne Orientale), elles conduisent directement à l'idée que la résistance à l'exploitation est rentable. Qu'un jour ou l'autre ces facteurs conduiront la bureaucratie russe à renverser sa politique, c'est certain. En attendant, aussi longtemps qu'elle est obligée de lâcher du lest sur le plan intérieur, et que le développement propre du bloc occidental le lui permet, elle devra forcément limiter son armement et avoir la politique extérieure correspondante.

Cette tendance est renforcée au sein du bloc oriental par les problèmes économiques que pose la Chine. Pour la bureaucratie chinoise, l'industrialisation rapide du pays est une question de vie ou de mort ; sa nécessité première est l'accumulation, non l'armement. Ce n'est que par l'industrialisation rapide que la bureaucratie chinoise peut annihiler économiquement — après l'avoir fait politiquement — la bourgeoisie, réduire la paysannerie, tâcher de limiter la tutelle russe. L'aide économique que Moscou peut fournir à la Chine est évidemment sans commune mesure avec les besoins

en capital de cet énorme pays, qui ne peuvent être satisfaits que par une accumulation primitive analogue à celle qui a eu lieu en Russie de 1927 à 1940 et dont la phase active n'a pas encore commencé. Il est donc probable que la bureaucratie chinoise tâchera, elle aussi, d'éviter les complications extérieures pour un temps.

La situation au sein du bloc occidental imposera aussi pendant une période la continuation de la politique actuelle. La réduction des dépenses d'armement, commencée en 1953, est en train de s'accroître et continuera sans doute encore. Dans aucun pays important, il n'est actuellement politiquement possible d'imposer à la population une réduction de son niveau de vie pour financer l'armement. Il est de plus clair que la diminution de la tension des rapports russo-américains joue en amplifiant les conflits au sein de la « coalition » atlantique ; l'opposition grandissante de la bourgeoisie française au réarmement de l'Allemagne de Bonn depuis que l'obsession du cosaque s'est éloignée en est l'exemple le plus frappant.

Bien entendu, sous la « stabilité » apparente des rapports économiques et politiques au sein du bloc occidental travaillent toujours les facteurs qui préparent des nouvelles crises, et posent ainsi les limites de la situation actuelle. Il suffit de rappeler que le capitalisme occidental n'a pas encore pu résoudre ni le problème des fluctuations économiques (des « crises »), ni celui des rapports entre les économies nationales (15). Et le ralentissement du réarmement risque de les faire surgir sous une forme aggravée. La récession qui se développe depuis l'été 1953 aux Etats-Unis montre que le capitalisme américain n'est sorti des problèmes que lui posait l'augmentation des dépenses militaires que pour entrer dans d'autres, créés par leur diminution. Et l'aggravation de la pénurie de dollars des autres pays qui risquent d'amener cette récession d'abord, la réduction des dépenses militaires américaines à l'étranger ensuite, éloigne à nouveau la perspective d'un rétablissement de la convertibilité des monnaies et de la liberté du commerce entre les pays capitalistes. Aucun de ces problèmes n'est organiquement insoluble pour les exploités ; mais leur solution n'est possible qu'au prix d'une transformation structurelle — suppression de l'économie du marché, intégration complète de l'économie des pays satellites à celle des Etats-Unis — dont les conditions politiques et sociales sont encore loin d'être créées. Il faudra encore des crises, pour qu'elles le soient.

Les luttes ouvrières ; les partis bureaucratiques et l'avant-garde.

Nous avons montré ailleurs (16) l'importance qu'a eu le changement de la conjoncture internationale dans le déclenchement des luttes ouvrières en 1953. Nous pouvons, ici, nous borner à constater que les conditions favorables aux luttes continuent à exister et existeront sans doute dans la période à venir : l'affaiblissement de la tension internationale continuera à jouer et à rendre presque impossible pour les uns ou les autres l'exploitation politique des combats ouvriers. Les concessions que peuvent effectuer les régimes en Europe Orientale, insuffisantes pour éteindre les revendications des travailleurs, sont juste suffisantes pour leur enseigner que seule l'opposition active à l'exploitation peut améliorer leur sort. En Europe Occidentale, cette leçon est connue depuis longtemps, et le problème qui se pose est la constitution d'une direction ouvrière indépendante de la bureaucratie. C'est à cette question que sont consacrées les pages qui suivent. Y répondre, serait impossible sans une analyse préalable de la politique des partis bureaucratiques, staliniens et réformistes, comme aussi du développement idéologique de l'avant-garde ouvrière.

De 1948 à 1953, l'attitude des organisations bureaucratiques a été fondamentalement déterminée par l'effort permanent d'utiliser pour leurs buts politiques immédiats les secteurs de la classe ouvrière qu'elles contrôlaient.

(15) C'est-à-dire la décomposition du marché mondial traditionnel, qui se manifeste par les restrictions quantitatives et le contrôle étatique sur le commerce extérieur, le contrôle des changes et la non-convertibilité des monnaies entre elles, et, depuis la guerre, par le « problème dollar » (pénurie généralisée de dollars, devenus moyen de paiement international, pour la plupart des pays capitalistes et limitation des importations de produits américains).

(16) Le numéro 13 de *Socialisme ou Barbarie* est consacré presque en entier à l'analyse des luttes ouvrières de 1953 en Allemagne et en France.

Le prolétariat et ses luttes étaient purement et simplement mobilisés — activement ou passivement — pour les manœuvres politiques des staliniens ou des réformistes. Pour les staliniens, par exemple, il s'agissait de faire faire grève aux ouvriers contre Ridgway, indépendamment de toute autre considération — indépendamment jusqu'à l'absurde, puisque ça avait comme résultat d'un côté d'user irrémédiablement l'influence stalinienne au sein du prolétariat et de dissiper ainsi le capital que le stalinisme aurait pu utiliser plus rentablement à une autre occasion et à plus long terme ; d'un autre côté, de priver ces manifestations mêmes de toute efficacité, puisqu'à la fin les ouvriers, mêmes staliniens, n'y participent plus du tout, et même d'en faire purement et simplement profiter la bourgeoisie. Dans la mesure où l'échec de ces tentatives fournissait à la bourgeoisie une démonstration — amplement utilisée par la presse et les gouvernements bourgeois — de l'incapacité du stalinisme à mobiliser les masses sur ses mots d'ordre politiques et lui permettait d'attaquer avec beaucoup plus d'assurance. L'extrémisme des staliniens lorsqu'il s'agissait de questions « politiques » était combiné avec une attitude jaune lorsqu'il s'agissait des questions revendicatives ; la grève, pour laquelle aucun effort n'était de trop lorsqu'il s'agissait du Pacte Atlantique, était soigneusement sabotée par action ou par omission, lorsqu'il s'agissait des revendications ouvrières. Ceci à la fois pour donner des gages de tranquillité sociale aux classes moyennes et à la fraction « neutraliste » du patronat qu'on voulait gagner à une politique d'« indépendance nationale », et à cause de l'incapacité grandissante de la bureaucratie de diriger bureaucratiquement les luttes d'ouvriers acceptant de moins en moins sa tutelle.

Cette attitude trouvait son pendant dans l'attitude des bureaucrates réformistes, pour lesquels il s'agissait avant tout de défendre le régime, de couvrir le plus possible le patronat, et de s'opposer à tout prix aux staliniens et aux mouvements où ceux-ci jouaient un rôle actif, même si leur caractère revendicatif pouvait difficilement être mis en doute. Sous l'influence conjointe de ces facteurs, les dirigeants réformistes en France ont réalisé de 1948 à 1953 une des performances jaunes les plus pures de leur histoire, pourtant riche en exemples de ce genre ; ils se sont transformés en agents payés — au sens matériel courant du terme — du patronat français et des agences américaines.

Ainsi, la politique des deux organisations bureaucratiques aboutissait objectivement à l'impossibilité de luttes ouvrières puisqu'elle créait et faisait constamment renaître la division de la classe ouvrière, et une division sur des lignes fondamentalement étrangères à ses intérêts. Il suffisait en somme que l'organisation stalinienne prenne l'initiative d'un mouvement ou y participe pour que les réformistes le sabotent et réciproquement.

Cette politique a été catastrophique pour les luttes ouvrières dans l'immédiat, mais a eu un résultat profondément positif à long terme : elle a été le principal facteur de démythification des ouvriers sur le compte de ces organisations, en leur démontrant jour après jour, que celles-ci n'ont rien à voir avec les intérêts du prolétariat, les ignorent purement et simplement et poursuivent leurs politiques propres. La nature des organisations bureaucratiques s'est ainsi dévoilée aux yeux d'une fraction importante de la masse ouvrière — et non plus, comme précédemment, d'une petite minorité d'ouvriers d'avant-garde. Le corollaire immédiat de cette prise de conscience a été la chute rapide de l'influence des organisations bureaucratiques sur la classe — manifestée moins par la chute des voix aux élections politiques ou syndicales ou même des effectifs syndicaux que surtout par le refus des ouvriers de suivre la bureaucratie dans l'action.

On a dit plus haut que cette politique conduisait à des résultats absurdes du point de vue de la bureaucratie elle-même (c'est clair aussi bien dans le cas des staliniens que dans le cas des réformistes), dont le principal était précisément cette chute d'influence elle-même. On aurait pu dire qu'il eût été plus « intelligent » pour les staliniens de ne pas trop pousser dans cette direction, de ne pas gaspiller ainsi leur influence sur la classe. Mais c'est là précisément un raisonnement abstrait qui suppose un état-major qui décide de la meilleure tactique à suivre indépendamment de toute pression et de tout enchaînement réel. Or la direction stalinienne est l'exécutant en France de la politique mondiale de Moscou ; son orientation est déterminée par les besoins généraux du bloc russe et non pas

par le souci d'accroître au maximum son influence au sein du prolétariat ; celle-ci n'est qu'un des éléments qui entrent en ligne de compte, et pas le majeur. De toute façon, à la période actuelle, la bureaucratie stalinienne ne pourrait accéder au pouvoir en France que par la force des armées russes et non jamais par un coup d'Etat national. De ce fait, le rôle et l'importance que peut attribuer au prolétariat sa stratégie deviennent secondaires ; créer une diversion permanente sur l'arrière de classe du capitalisme occidental, aider par des opérations de guérilla au sens propre du terme, l'avance des divisions russes lors de la guerre. Dans une période de tension internationale croissante, comme celle de 1948 à 1952, il ne pouvait pas s'agir pour la direction stalinienne de « capitaliser » davantage en France, mais d'utiliser son capital : si au bout il y avait la guerre, l'utilisation la plus intense de son potentiel s'imposait, si un compromis devait se réaliser, on aurait le temps de voir et aussi de récupérer les forces usées pendant cette période. Que même dans le cadre de cette orientation, fondamentalement juste de son propre point de vue, la direction stalinienne ait pu commettre des erreurs, et en particulier l'erreur typiquement bureaucratique de sous-estimer la prise de conscience des ouvriers et sa perte d'influence réelle (et non pas électorale) sur ceux-ci, c'est certain ; cela ne change rien au fait que son orientation lui était étroitement imposée par la situation générale et le cours de la guerre. La même chose vaut, mutatis mutandis, pour la direction réformiste, aussi bien en France que dans les pays (comme l'Angleterre ou l'Allemagne occidentale) où elle a pratiquement le monopole de la « représentation » ouvrière.

De ce point de vue, le changement de situation pourrait signifier que les organisations bureaucratiques ont désormais beaucoup plus de latitude dans leur jeu, puisque leurs maîtres ne leur imposeront pas pour la période à venir de subordonner tout le reste à une mobilisation politique des ouvriers au profit de l'un ou de l'autre bloc. On pourrait en inférer, en première approximation, que les efforts principaux des staliniens et des réformistes, pendant la période ouverte maintenant, seraient de reconquérir leur influence auprès du prolétariat. Et, pour ce faire, ils n'auraient qu'un moyen : suivre une attitude revendicative « correcte », essayer de paraître dans la réalité et non seulement dans les discours comme les « meilleurs défenseurs des intérêts ouvriers ».

Pourtant la valeur de ce raisonnement est des plus limitées ; car une série de facteurs, certains conjoncturels, d'autres permanents et profonds, font que la marge de libre action des organisations bureaucratiques même dans la période à venir, et surtout la rentabilité probable pour elles d'un changement d'attitude face aux luttes ouvrières sont extrêmement réduites.

Ceci est clair dans le cas des staliniens. Tout d'abord, il est certain que le P.C. continuera à vouloir jouer son rôle sur l'échiquier politique bourgeois ; l'atténuation de la tension internationale n'a pas signifié et ne signifiera pas la fin de l'intégration de la France et des autres pays d'Europe occidentale au bloc américain ; mais elle signifiera un regain d'influence de ces fractions de la bourgeoisie française — et de leurs porte-parole politiques — qui voudraient diminuer le degré de cette intégration. Elle renforcera donc, du même coup, les tentatives du P.C. d'enfoncer un coin dans les rapports France-Etats-Unis et de renforcer l'aile « neutraliste » de la bourgeoisie française, et leur donnera même une certaine base réelle (17).

On voit que sous un biais en apparence complètement différent, il est possible que le P.C. soit amené à s'opposer encore aux revendications ouvrières ; hier, c'était pour lutter pour la « paix », aujourd'hui, pour ne pas la troubler.

(17) En janvier, dans « Le Monde », M. Duverger évoquait avec sympathie la perspective d'un gouvernement auquel le P.C. accorderait son « soutien sans participation ». Les bases d'un compromis qui pourrait y conduire ne sont pas difficiles à voir ; le retrait d'Indochine et le rejet de la C.E.D. seraient troqués contre la « paix sociale ». Que cette perspective soit irréalisable, n'empêche qu'à travers elle, le P.C. peut exercer une pression réelle sur la politique de la bourgeoisie française et fasse beaucoup de pas pour rencontrer celle-ci.

Mais ce facteur n'est ni le plus profond ni le plus important. L'exemple du sabotage par les staliniens de la grève Renault en septembre 1953 (18) l'indique suffisamment. Comment s'explique ce sabotage ? Si Renault démarrait, il y avait de fortes chances que le mouvement s'étende dans toute la métallurgie. Avec des millions de travailleurs des services publics déjà en grève, ce développement pouvait conduire les staliniens beaucoup plus loin qu'ils ne voulaient, et leur poser à l'étape suivante un dilemme catastrophique : s'opposer de front à l'extension, l'approfondissement et la continuation de la grève — donc se démasquer à une échelle sans précédent — ou bien donner une bataille totale en France, sûrs d'avance de la perdre, à un moment non choisi par eux, et au contraire où leur politique mondiale allait dans le sens opposé. Leur contrôle du point stratégique qu'est Renault leur a permis de prévenir une telle évolution. Mais ils ont dû avoir chaud. Cet exemple est instructif, car il contient tous les éléments de la situation présente. Toute lutte ouvrière qui prendra une certaine ampleur — donc toute lutte ouvrière qui risquerait d'être efficace du point de vue le plus simplement revendicatif — poserait aux staliniens le même problème, et susciterait de leur part vraisemblablement la même parade, le sabotage en douce, si possible, de front, si nécessaire, de la grève.

Ce facteur est étroitement apparenté à un autre, encore plus important. Il n'a pas toujours été impossible pour une bureaucratie de diriger par ses méthodes des luttes ouvrières efficaces, mais il le devient de plus en plus, car dans la mesure où les ouvriers prennent conscience du caractère de la bureaucratie ou même simplement s'en méfient, il devient de plus en plus important pour eux que la direction des luttes soit assurée par eux-mêmes, cela devenant souvent dans la pratique une condition même de leur participation ou de leur soutien actif. Cette scission profonde entre les « directions » bureaucratiques et la masse ouvrière devient d'ailleurs claire aussi sur le plan des revendications, où la bureaucratie, pour des raisons qui lui sont organiques, soutiendra par exemple nécessairement la hiérarchie des salaires, contre laquelle tendent de plus en plus à se dresser les ouvriers conscients. Ainsi, même si la bureaucratie voulait jouer le rôle d'un dirigeant « efficace » des luttes, la prise de conscience croissante des ouvriers le lui interdit à un degré croissant.

Quant aux réformistes, en France, leur cas ne présente pas d'intérêt ; leur faiblesse et leur pourriture sont telles, qu'ils ne peuvent en gros que continuer à jouer le rôle de jaunes et de briseurs de grève qu'ils ont joué jusqu'ici. Le cas du Labour Party anglais, ou de la socialdémocratie allemande est différent, mais en dernière analyse, ils se heurtent, dans leurs rapports avec le prolétariat, aux mêmes contradictions profondes que celles que nous venons d'analyser pour les staliniens.

Il est donc vraisemblable que la volonté de lutte des masses rencontrera dans la période qui vient le même degré d'opposition ouverte ou insidieuse de la part des bureaucraties. Dans ces conditions, le rôle de l'avant-garde ouvrière revêt une importance pratique primordiale. Et il ne faut pas se cacher que c'est là que se trouvent les difficultés que rencontrera le redémarrage du mouvement ouvrier.

Il existe en France une couche, certainement minoritaire mais nullement négligeable, d'ouvriers qui ont pris conscience du problème de la bureaucratie. Pour eux, le caractère étranger et hostile au prolétariat du stalinisme est clair au même titre que l'intégration totale du réformisme à la bourgeoisie. Mais aussi, la critique de la mystification stalinienne est allée pour eux de pair — et comment pouvait-il en être autrement — avec une crise des objectifs et du programme traditionnels du mouvement révolutionnaire, et même de la notion d'une organisation ouvrière révolutionnaire. En effet, la compréhension du caractère exploiteur et oppresseur de l'Etat russe, par exemple, a fatalement entraîné la mise en question des notions traditionnelles sur les objectifs de la révolution ; en bref, reconnaître que la Russie n'est pas un Etat ouvrier, signifie comprendre que la nationalisation des usines et la dictature d'un parti qui se prétend ouvrier ne suffisent pour changer la nature profonde de la société d'exploitation. De même, comprendre que les syndicats réformistes sont, non pas par acci-

(18) V. La grève chez Renault, dans le n° 13 de Socialisme ou Barbarie.

dent, mais par nature, au service du capitalisme et les syndicats staliniens au service de la Russie, signifie comprendre que la forme d'organisation syndicale n'est plus une forme d'organisation ouvrière. Mais comprendre ce que ne sont pas les buts et les moyens du mouvement ouvrier ne signifie pas encore comprendre ce qu'en réalité et positivement ils sont. Il y a donc, pour cette avant-garde, en même temps que clarté sur le caractère de la bureaucratie, crise des notions programmatiques les plus fondamentales, donc impossibilité provisoire d'action systématique et organisée. A cela s'est ajouté un doute sur la capacité historique du prolétariat à abolir l'exploitation et à instaurer une société sans classes. Ce doute a été nourri par l'échec des révolutions précédentes, par la dégénérescence de la révolution russe, et tout particulièrement par les événements des cinq dernières années, où à la fois la mystification de la masse ouvrière par le stalinisme et sa démoralisation, inaction et apathie ont créé chez les éléments d'avant-garde une certaine méfiance sur la capacité de la classe dans son ensemble de comprendre et de lutter. Le résultat a été la plupart du temps un refus de la part de ces éléments de s'organiser et d'agir, refus parfois même plus farouche que celui de la masse.

Quelles sont les modifications que les événements récents ont apporté à cette situation ?

Tout d'abord, il est clair que les obstacles idéologiques qui empêchent cette avant-garde de s'organiser et d'agir n'ont pas été levés. Il n'y a pas aujourd'hui plus qu'hier des éléments dans la situation objective permettant à ces ouvriers de définir clairement pour eux-mêmes un programme ou de réaliser une forme prolétarienne d'organisation.

Mais si des actions spontanées de la classe surgissent, le problème sera de beaucoup modifié. Certaines questions, par exemple la forme d'organisation ou la direction des luttes, leurs objectifs, seraient posées immédiatement par les faits eux-mêmes, même s'ils l'étaient sous une forme très étroite au départ. Les éléments les plus actifs au sein de la classe seront amenés à chercher à leur donner une réponse pratique. Ils seront ainsi amenés à définir eux-mêmes des formes d'organisation et des objectifs d'action, même si ceux-ci ne forment pas immédiatement un ensemble cohérent et systématique. La rentrée en lutte de la classe restaurera en eux la confiance dans les capacités de la classe ouvrière, et ceci, en conjonction avec l'expérience déjà faite de la bureaucratie, ne peut que leur indiquer la voie pour une solution positive du problème des formes d'organisation ouvrières, à savoir la voie de l'organisation autonome du prolétariat et de la direction des ouvriers par eux-mêmes. Dans cette atmosphère, l'avant-garde sera à nouveau sensibilisée à la pensée et l'idéologie marxistes, et une fusion pourrait s'opérer entre elle et les militants ou les groupes marxistes révolutionnaires.

Inversement, dans la mesure où ces derniers seront capables d'être effectivement présents, du point de vue politique, dans les événements d'aider l'avant-garde à en tirer les leçons et à en généraliser l'expérience, l'évolution de cette dernière pourra être énormément accélérée. C'est pourquoi à l'heure actuelle, l'importance d'un rôle politique de regroupement et de cristallisation révolutionnaire de l'avant-garde est à proprement parler énorme. Son absence pourra peser très lourdement sur le développement de la situation.

Les militants révolutionnaires peuvent dès maintenant apporter aux ouvriers d'avant-garde des éléments importants, non seulement sur le plan idéologique et politique mais aussi sur le plan concret de la lutte dans les usines. Bien entendu, il n'y a que l'avant-garde elle-même au départ, la classe ouvrière entière ensuite, qui puisse donner une solution définitive à ces problèmes ; et toute solution apportée de l'extérieur qui ne recouperait pas l'expérience propre et les aspirations profondes de la classe elle-même n'aurait aucun écho et aucune efficacité. Mais dans la mesure où ces militants ont élaboré ces éléments non pas à partir de lubies personnelles ou de schémas a priori, mais en partant précisément de l'expérience ouvrière des dernières années, ils peuvent se rencontrer rapidement avec l'avant-garde des usines ; et inversement, leur analyse du contenu des revendications, des formes de lutte et d'organisation peut permettre une cristallisation accélérée des mouvements spontanés des usines.

Pierre CHAULIEU.

Le problème de l'unité syndicale

L'ORIENTATION DES SYNDICATS ET LA SITUATION INTERNATIONALE

La tendance à l'apaisement sur le plan international a eu de profondes répercussions dans la politique intérieure française.

A l'offensive de paix de la Russie correspond en France l'idée d'un regroupement des « forces démocratiques de la nation », des ententes pour un objectif commun (contre la C.E.D., pour la paix en Indochine, etc.). Sur le plan « social » l'on assiste aussi au développement d'un courant favorable au rapprochement des différentes organisations syndicales en vue d'une action commune.

Dans le domaine politique, les initiatives de Paix, d'union de tous les démocrates, de front unique, viennent du Parti stalinien. En ce qui concerne les rapprochements inter-syndicaux, c'est la C.G.T. qui prend les devants, tandis que les autres centrales manifestent le plus souvent une certaine méfiance. Ainsi se confirme sa nouvelle orientation opposée à la tendance précédente de raidissement vis-à-vis des autres syndicats.

Les raisons profondes de cette politique découlent de la situation internationale. Dans une période où la Russie désire diminuer la tension entre les deux Blocs, le sectarisme organisationnel doit faire place à une politique d'entente. Il n'est donc pas question pour la C.G.T. de se livrer aujourd'hui à des démonstrations de grève et de violence contre l'Etat français. Sa nouvelle tâche est d'influencer la politique française en rassemblant des larges couches de la population et